

REHABILITATION DE LA PASSERELLE (BATIMENT C) ET DE LA CENTRALE VAPEUR DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE MARITIME A MARSEILLE (13008)



**Marchés d'Assurances
Construction DO-TRC**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

JANVIER 2026

ARTICLE 1.	OBJET	3
ARTICLE 2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	3
2.1.	Pièces particulières.....	3
2.2.	Pièces générales (non jointes).....	3
ARTICLE 3.	TAXES D'ASSURANCES.....	3
ARTICLE 4.	DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 5.	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	3
5.1.	Prime provisionnelle.....	3
5.2.	Prime de régularisation	4
5.3.	Avance	4
5.4.	Présentation de la prime provisionnelle et de la prime définitive.....	4
5.5.	Modalités et délais de règlement.....	5
5.6.	Intérêts moratoires	5
ARTICLE 6.	RESILIATION.....	5
ARTICLE 7. ETRANGER	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE	5
ARTICLE 8.	CLAUSES DE REEXAMEN	6

1. OBJET

Les marchés régis par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières sont des marchés de prestations de services d'assurances construction concernant la couverture des risques suivants :

Lot 01 : Assurance Dommages-ouvrage avec extension de garantie aux existants

Lot 02 : Assurance TRC avec extension de garantie aux existants

Dans le cadre de la réalisation de l'opération de réhabilitation de la passerelle (bâtiment C) et de la centrale vapeur de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime à Marseille.

La description des ouvrages à réaliser, la nature et le contenu des garanties à apporter sont précisés au Cahier des Charges.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

1.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement (A.E) et ses annexes éventuelles,
- le Cahier des Charges et ses annexes éventuelles
- Les Conventions Spéciales, Conditions Générales, et exclusions des Compagnies/ de la Compagnie
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

1.2. Pièces générales (non jointes)

Le Code des Assurances

3. TAXES D'ASSURANCES

Tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT de la (des) prime(s) et le montant des taxes d'assurances applicables selon la réglementation en vigueur.

4. DUREE DU MARCHE

Les dispositions correspondantes figurent dans l'acte d'engagement. Elles correspondent aux durées légales définies par le Code des Assurances pour chacune des assurances souscrites.

5. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

Le règlement des sommes dues à l'Assureur se fera en deux phases comme indiqué ci-après :

5.1 Prime provisionnelle

Avec la note de couverture et au plus tard au démarrage des travaux, l'assureur émettra pour chaque assurance souscrite une prime provisionnelle calculée dans les conditions fixées à l'acte d'engagement.

5.2 Prime de régularisation

Le pouvoir adjudicateur, ou son représentant le cas échéant, s'engage en fin de chantier et en tout état de cause au plus tard à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement à communiquer le montant définitif de l'opération tel qu'il résultera, après notamment application des clauses de variation de prix propres à chaque marché, de l'ensemble des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux, Maîtrise d'œuvre, BET et Contrôle Technique.

La prime globale définitive sera calculée par application du taux proposé par l'assureur à ce montant final de l'opération dans les conditions définies à l'acte d'engagement.

La prime de régularisation résultera de la différence entre la prime globale définitive et la prime provisionnelle initialement appelée par l'Assureur comme indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement.

L'Assureur adressera sa prime définitive établie comme suit :

$$\text{Prd} = (\text{Md} \times t) - \text{Pp}$$

Ou

Prd = prime de régularisation définitive

Md = montant définitif des travaux + Honoraires de Maîtrise d'œuvre, BET, CT, géotechnicien selon les dispositions retenues à l'acte d'engagement.

t = taux global en % applicable pour chaque garantie

Pp = montant de la prime provisionnelle totale ou partielle émise conformément à l'article 3.3 de l'acte d'engagement.

Si le montant **Prd** calculé est inférieur en plus ou en moins au montant défini par l'assureur à l'acte d'engagement, l'assureur ne procédera à aucune régularisation de prime.

5.3 Avance

Le paiement fractionné d'une prime ne constitue pas une avance au sens des dispositions réglementaires en vigueur.

Toutefois, compte tenu du caractère particulier des prestations d'assurances, il est expressément convenu que l'Assureur renonce au versement de l'avance fixée par la réglementation en vigueur et notamment celle découlant des dispositions des articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique lorsque ce dernier est applicable au marché de prestations de services d'assurances visées par le présent CCAP.

Cette renonciation est rappelée de façon expresse dans l'acte d'engagement.

5.4 Présentation de la prime provisionnelle et de la prime définitive

L'appel de prime établi par le prestataire ou son mandataire autorisé dans les conditions fixées ci-dessus devra mentionner obligatoirement :

- le nom du pouvoir adjudicateur et de son représentant le cas échéant
- le nom du maître d'ouvrage si différent du pouvoir adjudicateur
- Le nom du risque assuré
- le n° du contrat attribué par le maître d'ouvrage en correspondance avec le N° la police de l'assureur
- l'assiette de prime et sa nature définitive
- le taux de prime applicable
- la prime HT (et hors Cat Nat pour la TRC)
- le montant total HT passible des taxes d'assurances
- le montant des taxes

- le montant total à payer Toutes Taxes incluses
- le nom, l'adresse et les coordonnées bancaires du prestataire chargé de l'encaissement de la prime émise
- et en complément pour la TRC uniquement :
- le montant des Cat Nat
- le taux et le montant du GAREAT lorsque celui-ci est applicable.

5.5 Modalités et délais de règlement

Le pouvoir adjudicateur, ou son représentant le cas échéant, procédera au règlement des sommes dues suivant les conditions et délais indiqués dans l'acte d'engagement.

Il est expressément convenu que l'Assureur renonce à la suspension ou à la résiliation des garanties objet du contrat pour tout retard du paiement d'une prime ou fraction de prime consécutif à un retard administratif de mise à disposition de fonds du fait du pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

5.6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

6. RESILIATION

Outre les cas de résiliation prévus réglementairement, la résiliation du marché pourra être prononcée :

- En cas d'abandon définitif du projet par le maître de l'ouvrage quel qu'en soit le motif.
- En cas d'inexactitude des renseignements **prévus aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.**

Dans ce cas la résiliation sera prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques.

7. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

8. CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, il est envisagé la mise en œuvre de clauses de réexamen en cas de dépassement des délais prévisionnels de chantier.

Ale

ENSM

L'ASSUREUR